

« PANAMA PAPERS »

« Panama papers » : la fortune offshore de l'Autorité palestinienne

L'un des fils de Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, détenait près d'un million de dollars d'actions dans une société des îles Vierges britanniques.

Le Monde



S'abonner



Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, à Ramallah lors du comité exécutif de l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine), le 4 avril 2016. ABBAS MOMANI / AFP

Les « Panama papers », analysés par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) et le quotidien israélien Haaretz, ont mis en lumière le curieux mélange des genres de l'Autorité palestinienne et de l'un des fils de son président, Mahmoud Abbas. L'affaire est née dans le secret du

Offre spéciale été :

Les actionnaires d'APIC se réunissent la première fois le 24 mai 1995 à l'hôtel Sheraton de Dubaï. Le cheikh Omar Aggad, un homme d'affaires saoudien d'origine palestinienne, est nommé administrateur. Il évoque, selon le procès-verbal, *« les objectifs généraux de la société, la situation économique dans le monde arabe et les territoires occupés, ainsi que les obstacles rencontrés par les investisseurs. Il a souligné qu'il leur fallait créer des emplois pour éviter que l'économie palestinienne ne pâtit de celle d'Israël »*. Effectivement, en vingt ans, APIC est devenu un géant économique en Palestine. La société a aujourd'hui des activités dans presque tous les domaines : l'alimentation, le matériel médical, la communication, les véhicules ou les centres commerciaux. Elle est même cotée depuis 2014 à la Bourse palestinienne. Son directeur général et président du conseil d'administration est Tarek Aggad, fils d'Omar Aggad.

Lire aussi | [Israël-Palestine : « Chaque jour qui passe, la solution à deux Etats paraît moins réaliste »](#)

L'Autorité palestinienne, indirectement, y pèse lourd depuis 1994. Mahmoud Abbas a en effet pris par décret le contrôle d'un puissant fonds d'investissement, le Palestinian Investment Fund (PIF). *« Ce décret présidentiel place le PIF plus directement sous le contrôle du cabinet du président, écrit Jake Wallis, alors consul des Etats-Unis à Jérusalem, dans un câble de février 2006 dévoilé par WikiLeaks. Le portefeuille d'investissement de plus d'un milliard de dollars du PIF (...) est maintenant mieux contrôlé par le président Abbas grâce à un conseil d'administration qu'il a choisi, à l'exception des postes ministériels. »* L'Autorité palestinienne n'a certes pas d'actions dans APIC, mais le PIF détient 18 % du capital de la société offshore.

Des liens financiers et personnels

Les liens entre APIC et l'Autorité palestinienne ne sont d'ailleurs pas seulement financiers. Mohammed Rashid, proche confident et gestionnaire financier de Yasser Arafat, était membre du conseil d'administration d'APIC et président du PIF. En 2012, un tribunal palestinien l'a jugé coupable par contumace du détournement de plusieurs millions de dollars – dont une partie volée au PIF. Or, en 2011, un nouveau membre a fait son entrée au conseil d'administration d'APIC : Tarek Abbas, l'un des fils du chef de l'Autorité palestinienne. Sa nomination était connue, mais les « Panama papers » révèlent qu'il détenait en juin 2013 pour 982 000 dollars d'actions dans la société des îles Vierges.

Le cabinet Mossack Fonseca n'a pas fait le lien entre Tarek Abbas et son père

Tarek Abbas est par ailleurs un homme d'affaires puissant. Il était déjà directeur général adjoint de l'agence de communication Sky, qui domine le marché publicitaire palestinien, lorsqu'APIC l'a rachetée en 1999 – il en est devenu le président du conseil d'administration, au nom d'APIC. Sky a signé en 2006 un contrat pour une campagne de communication visant à améliorer l'image des Etats-Unis dans les territoires occupés. Kareem Shehadeh, l'avocat de Tarek et de Yasser, les fils Abbas, a indiqué à l'époque que laisser entendre que le choix de l'agence reposait sur ses liens avec la famille Abbas était *« contraire à l'éthique, et sans fondement »*.

La réussite des deux frères

Le magazine *Foreign Policy* s'est interrogé à son tour en juin 2012 sur la réussite des deux frères. Il a

Offre spéciale été :

Lire aussi |

[Proche-Orient : l'initiative diplomatique française à la peine](#)

Mossack Fonseca est censé vérifier si les responsables des sociétés qu'il crée sont des « personnalités politiquement exposées », notamment au blanchiment d'argent, à l'évasion fiscale ou à la corruption. Mais le cabinet fiscal n'a pas fait le lien entre Tarek Abbas et son père. Il a pourtant repéré d'autres membres du conseil d'administration d'APIC. Tarek Aggad a ainsi été désigné comme « personnalité politiquement exposée » parce que membre du conseil d'administration du PIF. Mohammad Mustafa aussi, parce qu'il était à la fois ministre de l'économie, vice-premier ministre et directeur général du fonds d'investissement. Khaled Osseili, autre membre du conseil d'administration d'APIC, a été identifié car il avait été maire d'Hébron en 2007.

« Risques de collusion »

Le cabinet panaméen a aussi relevé la présence de l'avocat israélien Durgham Maraee, représentant du PIF au conseil d'administration d'APIC. Il est aujourd'hui également directeur général de Wataniya Mobile, l'un des deux principaux opérateurs de téléphonie de Palestine. Le PIF détient 34 % du capital de cette société. Alors que Wataniya s'appêtait à entrer en Bourse, le consul américain Jake Walles écrivait en avril 2009 à son gouvernement que *« l'interaction entre l'opérateur existant, le nouveau, l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien multiplie les risques de collusion et de duplicité »*. Il ajoutait que le rôle de Mahmoud Abbas dans tout cela était *« compliqué par le fait que le second opérateur de téléphonie mobile [Wataniya] est largement financé par le Fonds d'investissement palestinien et que son propre conseiller économique, Mohammad Mustafa, est à la fois président du PIF et directeur général de Wataniya Palestine »*.

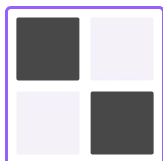
D'ailleurs, *« beaucoup de Palestiniens pensent que le fils [de Mahmoud Abbas], Yasser Abbas, a des intérêts financiers dans Wataniya »*, indiquait le consul. Le représentant des frères Abbas jure du contraire. *« APIC est une société cotée en Palestine dont les actions sont échangées en Bourse quotidiennement, souligne M^e Kareem Shehadeh. Elle fait l'objet d'une surveillance par le cabinet d'audit bien connu Deloitte, et des informations exhaustives et transparentes apparaissent dans son rapport annuel mis en ligne sur son site Internet. Les activités d'APIC sont contrôlées par le ministère du commerce et la Palestine Capital Market Authority »*, l'autorité boursière du pays. Le cabinet de Mahmoud Abbas n'a pas répondu à nos sollicitations.

Uri Blau et Daniel Dolev (Haaretz), adaptation par Le Monde

Le Monde

Jeux

Découvrir



Mots croisés mini

Profitez de grilles 5x5 inédites et ludiques, niveau débutant

Offre spéciale été :



Mots trouvés

10 minutes pour trouver un maximum de mots

Voir plus

Offre spéciale été :